

Bulletin d'histoire politique

Sartre sur la Crise d'Octobre 1970

Jean-Claude St-Onge



Volume 5, Number 3, Summer 1997

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063627ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063627ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

St-Onge, J.-C. (1997). Sartre sur la Crise d'Octobre 1970. *Bulletin d'histoire politique*, 5(3), 82–93. <https://doi.org/10.7202/1063627ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1997

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Sartre sur la Crise d'Octobre 1970

•••

Introduction et propos transcrits
par Jean-Claude St-Onge
professeur, Cégep Lionel-Groulx

Il s'est écoulé plus d'un quart de siècle depuis cette entrevue réalisée en janvier 1971. Elle reflète indéniablement le climat de l'époque. Les préoccupations dont elle fait état sembleront incompréhensibles, voire saugrenues, à ceux qui n'ont pas connu cette période. Quelques mots s'imposent pour situer le contexte.

Le contexte

En 1971 la période qu'on a appelée les «Trente Glorieuses» tire à sa fin. Au cours des trente années qui s'écoulent depuis 1945, le capitalisme connaît une croissance exceptionnelle. Nous assistons à la mise en place de vastes programmes de services sociaux, le revenu réel s'accroît substantiellement, le chômage officiel chez les jeunes oscille autour de 5 % (en 1966), le marché de l'emploi s'ouvre aux femmes et le niveau d'éducation connaît une hausse spectaculaire (en 1951 seulement 14 % de la population termine son secondaire). Au cours de ces années où la «Révolution sexuelle» bat son plein, plus de la moitié de la population du globe a moins de 30 ans. Le monde est en bouleversement. Et, si on envoie des hommes sur la Lune, rien n'est impossible. Pourquoi pas changer le monde?

Il serait trop facile de céder aux explications simplistes: «nous étions naïfs, idéalistes, décrochés de la réalité». S'il y avait bien un peu de ça, il y avait surtout une *dynamique de changement* qui semblait irrésistible. Cette dynamique commence à s'articuler autour du «Mouvement pour la paix au Viêt-Nam», qui gagne le monde entier. Il contribue à conscientiser et à politiser des pans entiers de la jeune génération. C'est dans son sillage que le mouvement «Peace and Love» se développe et que les Beatles chantent «Revolution». Il donne aussi naissance à une «nouvelle gauche» qui remet en question aussi bien le capitalisme occidental, que les régimes sous la botte des partis communistes pro-soviétiques. On découvre Marx et on se rend compte que le vieux sociologue allemand est très différent du portrait qu'on nous en avait tracé, et que dans bien des cas il voyait juste.

Partout dans le tiers-monde, les anciennes colonies accèdent à l'indépendance. En Occident, les femmes prennent la rue et réclament l'égalité. Aux États-Unis, le mouvement des droits civiques de Martin Luther King s'attaque aux derniers bastions de la ségrégation, et les Black Panthers qui prônent l'autodéfense et la lutte armée défient les autorités. Au Québec, le mouvement syndical se radicalise et adopte une plate-forme «socialiste». Il a du muscle et la solidarité est active. Grèves et Fronts Communs se succèdent et arrachent de nombreuses améliorations pour les syndiqués. Sous l'influence des mouvements de libération nationale, les premières cellules du Front de Libération du Québec voient le jour en 1963.

Ce mouvement est planétaire et il connaît son apogée vers la fin de la décennie 1960. C'est la révolte étudiante de mai 68. Sur tous les murs s'étalent ces paroles que Sartre avait tenues pour caractériser le mouvement: «l'imagination au pouvoir». Mai 68 s'accompagne d'une grève générale de 10 millions de travailleurs et de travailleuses, qui fait vaciller le régime. La même année en Tchécoslovaquie et en Chine la jeunesse se mobilise contre la hiérarchie des partis communistes. À Mexico, où se tiennent les Olympiques, la révolte étudiante est réprimée dans le sang et sur le podium, les athlètes noirs brandissent le poing de la victoire. Au Québec le mouvement d'occupation des cégeps est lancé.

Il se crée une telle synergie entre ces mouvements que même les gouvernements doivent répondre — ou sembler répondre — aux aspirations pour plus de liberté et de justice. Le gouvernement Trudeau adopte un programme de «Société juste», et le président Johnson des États-Unis propose sa «Great Society». Ces programmes sont censés reléguer au musée des horreurs les problèmes de pauvreté et d'injustice. On connaît la suite.

Bref, de partout, on remet en question les valeurs sacrées de la «société à papa». On est contre la guerre, le travail abrutissant, la discipline, l'ennui, l'argent, la discrimination contre les femmes et les Noirs, et l'école qui forme des robots ultraspécialisés.

L'entrevue avec Sartre

C'est sur cette toile de fond qu'il convient d'apprécier l'entrevue avec Sartre, qui s'est prêté à ce supplice avec son amabilité et sa générosité coutumières. La rencontre eut lieu près de trois mois après l'enlèvement du diplomate britannique Richard Cross. Cet événement, suivi de l'enlèvement du ministre du Travail Pierre Laporte, provoqua la plus grave crise politique du Québec contemporain. Le gouvernement canadien ressortit des boules à mites la vieille loi des mesures de guerre. L'armée fut dépêchée dans les rues de Montréal pour contrer la menace «d'insurrection appréhendée», inventée de toutes pièces par les autorités. Avec la loi des mesures de guerre un pan de démocratie venait de sauter. Cette loi permettait de perquisitionner sans mandat et de détenir un individu sans accusation. Elle limitait la liberté d'expression et supprimait le droit de rassemblement et de manifestation.

L'entrevue fut filmée avec une caméra vidéo alimentée à l'électricité. Nous avions oublié qu'en France le courant a une fréquence de 50 cycles contre 60 au Québec. Le film était inutilisable et n'a pu être projeté comme prévu. Nous étions des amateurs un peu gauches. Nous avions de grandes idées, mais peu de sens pratique. Quoique... suffisamment pour enregistrer l'entrevue sur une machine à piles. J'ai conservé le ruban. L'entrevue fut préparée et réalisée avec une camarade québécoise (A.L.), étudiante à Paris. La rencontre s'est déroulée au modeste appartement de Sartre, boulevard Raspail. Une autre personne (J.-P.C.) y assistait.

L'entrevue, dont de courts extraits furent diffusés par le journal de l'«Association générale des étudiants du Québec en France», est ici reproduite dans son intégralité. Quelques répétitions ont été éliminées pour faciliter la lecture, et deux mots inaudibles, mais qui ne changeaient rien au sens, ont été supprimés. Après l'entrevue Sartre a signé une pétition condamnant la répression au Québec (450 arrestations) et dont le texte est reproduit à la fin de l'entrevue.

En rétrospective, la tentation serait grande de jouer au jeu des sept erreurs et la partie facile. Nous nous en abstenons.

*

* — *Jean-Paul Sartre, nous voudrions que vous soyez au Québec où il y a en ce moment devant vous des travailleurs et des militants à qui vous allez vous adresser et avec qui nous allons parler de la situation de répression et d'injustice sociale qui sévit. Sartre, vous le savez, le Québec est en ce moment à un point déterminant de son évolution politique et votre intervention est justement une partie du combat que nous menons. Alors nous voudrions vous demander de souligner les raisons particulières de votre intervention à ce moment précis.*

Jean-Paul Sartre — Ces raisons sont tout simplement ce qui se passe actuellement au Québec. Autrement dit, il semble que maintenant on puisse comprendre ce que signifie le colonialisme; quelque chose a jeté le masque. On peut voir une répression qui donne le sens même de ce qui se passe actuellement là-bas et on peut voir en même temps que ce type de répression on le trouve dans beaucoup d'autres régions. On le trouve aussi bien aux États-Unis qu'en France, mais sous une autre forme et par conséquent on constate à la fois qu'il s'agit d'un combat particulier et à la fois que c'est un combat qui est mené comme le nôtre, comme celui des forces révolutionnaires aux États-Unis et donc que la solidarité entre ces mouvements est la chose qui s'impose.

* — *Nous voudrions parler avec vous de cette répression et vous demander quel lien vous faites entre ce qui se passe chez nous et les phénomènes semblables ailleurs dans le monde capitaliste, mais surtout aux États-Unis.*

J.-P.S.— Eh bien! vous voyez, nous avons nous aussi les Français nos groupes d'action. Ce sont des actions qui ne sont pas encore armées mais qui existent et vous savez, ces groupes sont poursuivis par la répression d'une manière quelquefois très forte. Par exemple, Alain Geismar a été condamné à trois ans de prison et sur ces trois ans, un an et demi au moins lui ont été donnés par une Cour de sûreté, c'est-à-dire par un tribunal d'exception qui a été créé pour d'autres motifs à l'époque de l'O.A.S.(1), mais qui ne demeure que pour organiser la répression sur toutes les forces révolutionnaires. Ce qu'on appelle les gauchistes (2) sont des gens qui sont par principe actuellement soumis à la répression. Donc, nous avons là un certain nombre d'aspects de la répression qui sont les mêmes. Et d'où cela vient-il? Ça vient précisément de ce qu'une nouvelle forme de combat s'est constituée un peu partout. Et cette forme de combat est précisément une forme de combat violent, aussi bien aux États-Unis, que chez nous.

Il y a des forces révolutionnaires qui considèrent qu'il n'y a pas d'autre manière de changer la situation que la défense contre cette violence, le

capitalisme, les forces capitalistes. La société capitaliste organise une répression visible, mais cette répression n'est pas autre chose que la mise à la vue de tous de ce qui existe toujours.

Autrement dit, une société capitaliste n'est pas simplement une société d'exploitation, c'est toujours une société d'oppression. Et l'oppression se transforme en certaines périodes en répression. C'est ce qui se passe au Québec par exemple, où le fait que les Québécois n'aient que 12% de leur économie est évidemment une oppression; le fait que le chômage atteigne les proportions que vous savez est également une oppression. Et si des forces québécoises se dressent contre cet état de fait, alors nous trouvons la répression, c'est-à-dire que cette oppression se transforme d'elle-même et facilement en répression.

En France par exemple, on voit très clairement comment l'oppression se change en répression dans les milieux ouvriers. Si vous avez, par exemple, comme l'autre jour, séquestré un patron ou des cadres, on vous licencie. Onze personnes viennent d'être licenciées. Mais ces licenciements, ils peuvent les faire, ils ont toujours les moyens de les faire, les patrons. Et vous avez donc quelque chose qui est répressif, mais qui n'est pas autre chose qu'un droit d'oppression, qu'ont toujours les patrons. Ils auraient pu les licencier pour d'autres motifs, ils les ont licenciés maintenant et ça représente donc la même chose. Seulement c'est visible, c'est manifeste. Et cette fois ils les renvoient à cause de la séquestration.

* — *Alors la répression c'est justement un signe de la lutte des classes?*

J.-P.S.— La répression c'est un signe simplement que les classes exploitées, opprimées, se sont rendu compte de l'oppression et qu'elles commencent à se dresser. Alors à ce moment-là l'oppression se change en répression. Et par conséquent, en effet, si vous voulez, un signe de la lutte des classes, d'un certain moment de cette lutte des classes.

* — *Jusqu'où peut nous mener cette propension du système capitaliste à la fascisation?*

J.-P.S.— Ça peut aller jusqu'au fascisme proprement dit, ou plutôt jusqu'à des formes qui ressemblent à du fascisme. On voit très bien comment chez nous en France par exemple, petit à petit des lois interviennent, qui sont des lois qui commencent à devenir fascistes. Par exemple, il y a une loi que l'on a votée sans en parler à personne, sans que les journaux en disent quoi que ce

soit, sans qu'on cherche à l'analyser et qui consiste à permettre aux policiers d'entrer quand ils veulent, de nuit ou de jour, dans les appartements et de perquisitionner. Cette loi est faite soi-disant contre les gens qui ont des drogues, mais pratiquement, à peu près n'importe qui peut être perquisitionné dans ces conditions et d'une manière parfaitement normale. Eh bien! vous voyez petit à petit ces lois — il y a eu d'abord une loi qu'on a appelée la loi anticasseurs, qui est également une loi absolument « illégale », si je puis dire —, et puis maintenant, il y a cette loi et on peut en constituer un certain nombre.

Ce qu'il y a dans tous les lieux où la nouvelle lutte se déploie, c'est que la bourgeoisie est à court d'idéologie. Elle ne peut pas opposer à ces mouvements une idéologie qui puisse encore amener un défaitisme chez les gens. Alors, elle se défend à coups de lois nouvelles. Vous avez votre loi nouvelle, enfin l'utilisation curieuse de la loi des mesures de guerre. Ça semble indiquer très clairement que vous les Québécois, vous n'appartenez pas au Canada, puisque vous êtes considérés comme des insurgés et des guerriers. Alors, les prisonniers de guerre, c'est absolument admirable de penser que le Canada déclare qu'un homme arrêté au Québec est un prisonnier de guerre. C'est donc un combattant. Il n'appartient donc pas à la même société, il n'appartient pas à la même nation. Alors c'est une manière de dire clairement: les Québécois sont colonisés. C'est une des choses qui m'apparaît la plus frappante.

* — *Revenons à ce qui se passe au Québec. Quels sont les effets juridiques, politiques et idéologiques de l'extension des pouvoirs policiers hors des limites juridiques traditionnelles, c'est-à-dire qui mettent fin à la démocratie et aux libertés civiles?*

J.-P.S.— Écoutez, je viens de le dire, je crois. Leur rôle est précisément de supprimer, de mettre en suspens toutes les lois démocratiques qui donnent, soulignons-le bien, une liberté formelle. Enfin, cette liberté formelle, elle a malgré tout un sens. C'est un sens de pouvoir ne pas être arrêté n'importe quand et n'importe comment. Et c'est précisément ce qui actuellement gêne les gouvernements. Partout où l'on peut, on fait des arrestations arbitraires. La meilleure méthode pour les légitimer est évidemment de passer des lois. Or, la plupart des lois qu'on passe à l'heure qu'il est en France, par exemple, ou au Canada, c'est ça, c'est une logique qui dit: n'importe qui n'a plus aucune liberté et ça c'est légal. C'est ce qui se passe au Québec.

* — *L'intrusion aussi du pouvoir politique dans le pouvoir judiciaire.*

J.-P.S.— C'est patent. Ici évidemment en France par exemple, tous les jugements de la cour de la Sûreté de l'État, sont des jugements qui sont dictés par le gouvernement. Il n'y a qu'une fois où elle ne l'a pas fait, c'est pour les houillères. Mais là, les circonstances étaient autres. Mais, toujours elle a donné ce qu'on lui a demandé. En y ajoutant cette petite chose par exemple, qu'elle supprimait, ou pour la vie ou pour 20 ans, les droits civils. Ce qui est également complètement absurde, ce qui ne s'est jamais fait.

Vous prenez quelqu'un en train de distribuer *La Cause du peuple* dans une rue, il était coupable de reconstitution de ligue dissoute. À ce moment-là vous passez devant la Cour de Sûreté d'État — il y en a un qui avait deux *Cause du peuple* dans sa serviette. Il a perdu ses droits civils. Il n'a plus la possibilité, par exemple, d'être le tuteur d'un de ses neveux si le père est mort dans un accident. Alors de toute manière, étant donné que c'est la culture et l'idéologie mêmes qui sont en cause à un certain niveau — seulement il y a beaucoup d'autres choses — il n'y a pas possibilité d'une culture de remplacement pour la bourgeoisie (...).

* — *Et la rétroactivité de la loi.*

J.-P.S.— Et alors la rétroactivité de la loi est une chose également dont on s'est toujours défendu depuis qu'on a constitué des lois démocratiques et qui chez vous marchent parfaitement. On pourrait dire aussi que chez nous ça marche un peu à propos de la *Cause du Peuple*. Enfin, la rétroactivité de la loi c'est une chose qui a toujours été refusée partout. Pour qu'on le fasse, c'est bien précisément qu'on n'a plus les moyens de trouver d'autres solutions. Il faut donc considérer que dans tous les cas que nous avons envisagés, la minorité oppressive et répressive se sent en danger, parce que les réactions anciennes ne sont plus possibles. Alors on fabrique des lois, parce que précisément c'est au centre qu'elle est actuellement attaquée, au niveau même où il y avait une culture bourgeoise. C'est là qu'elle est attaquée, donc elle ne peut rien donner en échange. Alors, elle fait des lois.

* — *Justement, est-ce qu'on ne peut pas dire que la minorité qui fait ces lois, que ces lois ne s'adressent pas à elle?*

J.-P.S.— Ah! bien entendu. Il est bien évident que les soldats qui sont au Québec actuellement ne sont pas là pour défendre les ouvriers. Ça n'a pas de

sens. Par exemple, il est clair que c'est uniquement la petite minorité d'Anglo-Saxons ou de Québécois français, mais liés aux intérêts de ces gens-là qui sont protégés par l'armée. Personne ne pense, malgré ce qu'a écrit ou dit Trudeau, qu'on va enlever un ouvrier qui sort de son usine. Ça n'a absolument aucun sens. Il est bien évident que ce qu'on pourrait enlever, ce sont des députés par exemple, qui votent dans le sens des intérêts anglo-saxons, ou bien des ministres, ou bien des Anglo-Saxons eux-mêmes.

* — *C'est pour ça que les porte-parole des travailleurs, comme Michel Chartrand, sont particulièrement kidnappés.*

J.-P.S.— Il est évident, si je comprends bien, qu'on n'a arrêté aucun membre du FLQ dans les premières 300 arrestations. On a arrêté simplement des gens de gauche, qui sont révolutionnaires.

* — *Et des travailleurs. Justement, quelles sont plus précisément les forces que cette répression vise au Québec?*

J.-P.S.— Je crois que sous couleur de viser uniquement le FLQ, elle vise toutes les forces qui pourraient être, je dis bien pourraient être — certaines le sont déjà, et d'autres se radicalisent —, révolutionnaires. Révolutionnaires, ça veut dire à la fois dans le cadre nationaliste et socialiste.

* — *Dans la conjoncture spécifique du Québec, on doit tenir compte de la question nationale qui s'exprime dans la volonté d'indépendance du Québec. Or, quel lien voyez-vous entre la libération nationale et le socialisme au Québec?*

J.-P.S.— Si vous estimez que la libération nationale ne peut être accompagnée du socialisme, elle n'existe plus, puisqu'elle n'existera que sur un plan formel. Mais il restera toujours les mêmes capitalistes, toujours les Anglo-Saxons et par conséquent, vous retrouverez exactement la même société avec simplement le nom de Québec qu'on aura voulu donner. Mais la seule manière qui soit vraiment indépendante, c'est de rompre avec le système de production et de distribution qu'il y a dans ce pays. Autrement dit, nationaliser et prendre les entreprises, c'est-à-dire en grosse majorité les entreprises anglo-saxonnes. On ne peut pas concevoir que l'indépendance se manifeste autrement. Et réciproquement, si vous voulez, si vous admettez que le Québec est mûr pour ces nationalisations, pour ce socialisme, il est bien évident, qu'il se trouve du même coup — s'il n'est pas écrasé par les forces des États-Unis — il se trouve du même coup indépendant. Puisque c'est lui

qui a son socialisme et qu'il a établi d'autres rapports avec les pays autour. Ainsi, indépendance et nationalisme, et d'autre part socialisme et révolution, les deux choses ne peuvent aller qu'ensemble. On ne peut pas imaginer un nationalisme qui soit autre, sinon ce sera alors la récupération par les classes moyennes du capitalisme.

Ça se fait un petit peu toujours. Par exemple il y avait un mouvement à Cuba, avant la révolution, où on voyait qu'il y avait un peu plus de gros propriétaires cubains qui étaient à la tête de l'industrie. Ça arrive. Mais ça n'amène rien. Parce qu'en fait le système par lequel ils sont coincés devient un peu plus compliqué parce que ça revient de toute façon au même, parce que les capitaux sont où ils sont et il est évident que tant qu'on reste dans ce domaine, nous avons affaire à une colonisation des pays comme le Québec.

* — *Dans ces cas-là, comme dans celui du Québec en particulier, est-ce qu'on ne peut pas dire qu'il y ait un nationalisme qui soit révolutionnaire?*

J.-P.S.— Oui, en ce sens que les deux ne font qu'un. Ça dépend très évidemment des circonstances. Il y a des lieux où nous ne trouverons pas la même chose. On va trouver un nationalisme sans idée révolutionnaire. C'est arrivé. Mais en ce qui concerne le Québec, étant donné sa situation économique, on ne peut pas concevoir un nationalisme séparé de la révolution socialiste.

* — *Mais comment alors serait possible un Québec indépendant et socialiste en Amérique du Nord?*

J.-P.S.— Ça, je crois que vous ne le savez pas vous-mêmes. Ce n'est pas à moi de vous le dire. Tout ce que je peux dire, si vous voulez, c'est que Québec ne peut pas jouer sa partie seul. Il faut évidemment qu'il s'allie aux forces révolutionnaires, qui sont aux États-Unis et aussi aux forces d'Amérique latine. En Amérique latine les militants ne sont pas tout à fait sur le même plan que le Canada, il y a une grosse différence. Mais il reste la même chose, c'est une volonté d'indépendance par rapport aux États-Unis. Donc la partie qui se joue est une partie qui ne peut pas se jouer seulement à Québec.

* — *Quelle est la forme de la lutte précisément qu'on doit prendre en Amérique du Nord pour arriver au socialisme?*

J.-P.S — Eh bien! tous les groupements dont nous avons parlé jusqu'ici et contre lesquels sévit la répression, sont des groupements qui sont convaincus

qu'on ne peut pas faire la révolution sans violence. Autrement dit, toutes les formes actuelles de lutte ont compris que le réformisme en général, le progressisme en général n'étaient plus possibles, précisément parce que la bourgeoisie ne le veut plus. Il n'est pas question que vous obteniez d'une manière progressiste l'indépendance socialiste pour Québec. Ça n'a pas de sens. On peut bien imaginer. Donc il faut que ce soit à l'intérieur de la violence. Je ne dis pas ça de gaieté de cœur. Mais c'est ainsi. C'est ainsi partout. On ne peut concevoir à l'heure qu'il est des forces révolutionnaires qui ne soient pas des forces qui veulent agir dans la rue.

* — *Donc pour avoir la paix, il faut faire la guerre aux faiseurs de guerre.*

J.-P.S. — Oui. Il n'y a pas d'autre solution. Sans ça c'est eux qui vous la font.

* — *Dans un sens tactique, connaissant l'état répressif au Québec, que pensez-vous de l'efficacité temporaire d'une lutte pour le rétablissement des libertés démocratiques, en démocratie libérale précisément, et quelles sont les voies à suivre?*

J.-P.S. — À mon avis c'est évidemment un but qu'on doit se proposer, puisqu'il y a des hommes en prison.

* — *On peut pas les laisser.*

J.-P.S. — On peut pas les laisser, bien sûr. Mais, il me paraît d'une part, comme je l'ai dit tout à l'heure, que la démocratie dont vous avez joui est une démocratie toute formelle. Et après ce qui vient de se passer, on voit qu'on peut la supprimer en 24 heures. Si vous gagnez votre lutte vous serez déjà tout à fait ailleurs. Autrement dit, vous devez lutter sans doute pour obtenir la libération de vos camarades, vous devez lutter pour qu'on ne puisse pas arrêter n'importe qui, n'importe quand, mais si vous gagnez vous serez plus loin. Vous serez plus loin parce que vous ne pouvez pas vous arrêter là. Demander le retour des choses qu'il y avait avant ce qui a eu lieu, est une chose absolument impossible et vaine.

* — *C'est faire le jeu du système.*

J.-P.S. — C'est faire le jeu du système. Parce que le système vous le donnera. Dans six mois quand il aura mis en prison un certain nombre de gens, qu'il aura prévu rendre la liberté démocratique que vous aviez, c'est pas le problème. Cette liberté consiste, précisément pour beaucoup d'entre vous, à vivre beaucoup moins bien que les Canadiens anglais. Mais ça, il vous la ren-

dra cette liberté-là. Vous l'aurez à nouveau. Dans six mois, dans un an, si vous vous tenez bien tranquilles. Mais, ça ne me paraît pas la solution.

* — *Et une massive politisation des travailleurs peut aider aussi à la révolution?*

J.-P.S. — Ça c'est évident. Mais ce sont vos problèmes.

Texte de la pétition
signée par Sartre

Après l'entrevue, Sartre a signé cette pétition qui réclamait le départ de l'armée et le rétablissement intégral des libertés démocratiques. Il nous avait fourni la liste des pétitionnaires professionnels de l'époque: de Beauvoir, Montand, Signoret, Seyrig, etc. Avant que nous ayons commencé à en faire le tour, la crise devait se résorber et nous devions laisser la pétition à la «critique rongeuse des souris» (Marx).

*

«Depuis le 15 octobre les troupes fédérales occupent le Québec. Les mercenaires de Trudeau y font régner l'arbitraire le plus complet. La répression déclenchée par le gouvernement d'Ottawa, cherche ainsi à mater toute forme d'opposition au régime. Car l'insatisfaction et la révolte ont grandi au Québec à mesure qu'apparaissaient au grand jour les contradictions du système. L'indigence socio-économique du Québec a été de plus en plus démasquée à la faveur du travail des forces militantes et malgré les tentatives de camouflage des tenants du système d'exploitation. La réalité objective de cette crise menaçant de se transformer en force sociale, les gouvernements en place n'ont su faire mieux que de garantir par la force usurpée les intérêts des minorités qu'ils représentent. En définitive un tel déploiement de force répressive ne visait qu'à montrer aux travailleurs que cela ne paie pas de s'opposer au système.

Nous, soussignés, condamnons résolument un système qui dégrade la personne humaine en laissant subsister un chômage qui atteint de 8 à 12 %, et dans certaines régions au-delà de 27 %;

qui, en outre, maintient un autre secteur dans des conditions de vie atroces, soit plus de 200 000 assistés-sociaux, constituant 10 % de la population active;

qui cultive la discrimination, à savoir: sur 14 groupes ethniques au Québec, les francophones (83 % de la population) se classent aux douzième rang pour le revenu;

qui se protège derrière des mesures de répression extraordinaires (lois d'exception, occupation militaire, perquisitions, ratissages, accusations et arrestations arbitraires, censure et propagande haineuse, chantage à l'emploi, etc.);

et qui, de plus en plus fait de l'arbitraire et de la violence physique et idéologique, un mode de gouvernement permanent.

C'est cette prise de conscience des jeunes travailleurs du Front de Libération du Québec, qui a provoqué les enlèvements du diplomate anglais Cross (représentant du capital britannique, lié aux intérêts anglo-canadiens), et du ministre québécois du Travail, Laporte (symbole de l'exploitation capitaliste).

Considérant qu'un régime qui par ses propres contradictions engendre un tel état de fait est un régime corrompu et sans fondement démocratique,

nous incriminons les gouvernements fédéral et provincial, représentants du capital anglo-américain, et les désignons comme les seuls responsables de la crise qui secoue le Québec à l'heure actuelle,

et nous demandons:

- . l'évacuation immédiate des troupes fédérales,
- . l'abolition complète des mesures sur l'ordre public,
- . la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques,
- . le rétablissement intégral des libertés démocratiques,

et manifestons notre entière solidarité au peuple et aux travailleurs québécois, qui comme les autres peuples luttent contre l'exploitation capitaliste».

NOTES

1. L'Organisation armée secrète fut constituée par les généraux de l'armée française opposés à l'indépendance de l'Algérie. L'O.A.S. commandita plus d'une tentative d'assassinat contre le président de Gaulle qui signa les accords par lesquels l'Algérie devint indépendante.

2 Les gauchistes se réclamaient du marxisme-léninisme et s'opposaient aussi bien au pouvoir qu'aux Partis communistes pro-soviétiques. En France, leurs membres ont joué un rôle important lors des événements de Mai 68. Plusieurs de ces groupes se sont constitués dans le sillon de ces événements et peu de temps après, ils furent interdits. Alain Geismar était l'un des dirigeants du groupe maoïste qui publiait *La Cause du Peuple*, dont Sartre avait pris la responsabilité juridique.